

INTÉGRER LE SECTEUR PRIVÉ DANS DES PROGRAMMES PAYSAGERS BASÉS SUR LES RÉSULTATS :

Premières leçons du Fonds de la Banque Mondiale pour
le financement du climat des forêts et des paysages



**FOREST
CARBON
PARTNERSHIP
FACILITY**



BioCarbon Fund
Initiative for Sustainable Forest Landscapes



INTRODUCTION

Cet article rassemble les premières observations du Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages lors de l'intégration du secteur privé, notamment les entreprises multinationales impliquées dans les chaînes logistiques d'agriculture internationale, dans le cadre de programmes de réductions des émissions, visant à répondre à un changement de l'utilisation des terres. Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) et l'Initiative du Fonds BioCarbon pour des paysages forestiers durables (ISFL) ont travaillé pendant plusieurs années avec des entreprises du secteur privé qui produisent, vendent ou achètent des produits qui jouent un rôle dans la déforestation ou la dégradation des forêts. Ces fonds ont tiré des informations précieuses sur ce qui a marché et sur ce qui est encore nécessaire pour amener le secteur privé à un comportement qui tend vers des modèles commerciaux durables.

Les programmes de réduction des émissions ont évolué au cours de la dernière décennie, grâce aux leçons tirées des efforts sur le terrain pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+) dans différents pays. Lors de l'introduction de REDD+ dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le rôle du secteur privé était perçu comme infime, mais, avec le temps, le lien entre le secteur privé et la déforestation est apparu bien plus clair. En 2010, le Consumer Goods Forum a annoncé une nouvelle initiative pour travailler pour l'abolition de la déforestation en quatre chaînes logistiques clés (par ex. le bœuf, l'huile de palme, le papier et la pulpe et la soie). En 2012, au Sommet de la Terre Rio+20, le Forum et les États-Unis ont annoncé un nouveau partenariat public-privé, appelé « Tropical Forest Alliance 2020 », qui cherche à atteindre une déforestation nette de zéro d'ici 2020 et qui s'est aujourd'hui étendu à huit pays, 27 entreprises et 33 ONG. En 2014, lors du Sommet du Secrétaire Général de l'ONU sur le changement climatique, la Déclaration de New York sur les Forêts et son Programme d'action ont mis l'accent sur le rôle important du secteur privé. En 2015, le Programme d'action Lima-Paris a mis en avant la façon dont les partenariats entre le secteur public et le secteur privé peuvent soutenir les Accords de Paris sur le changement climatique. Enfin, en décembre de cette année, lors de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique de Paris, 17 leaders mondiaux ont signé une Déclaration des leaders sur les forêts et le changement climatique, qui attribue un rôle important au secteur privé.

Depuis 2007, de nombreux pays ont également rejoint un processus de « préparation » REDD+, qui comprend 47 pays, qui participent au Fonds de préparation FCPF. Parmi ces pays, 19 se sont investis dans le Fonds Carbone du FCPF et conçoivent des programmes de réduction des émissions. Trois pays supplémentaires ont rejoint les routes du ISFL et développent des programmes de réduction des émissions pour le secteur d'utilisation des terres. Ces pays, ainsi que d'autres pays forestiers, prennent de plus en plus conscience de l'urgence qu'il y a à faire participer le secteur privé et, dans différentes mesures, ont réalisé des efforts d'intégration de ce secteur à leurs programmes.

SECTION 2

Implication du secteur privé : Principaux défis

SECTION 3

Implication du secteur privé : Opportunités émergentes

SECTION 4

Des partenariats pour avancer

Calendrier

2007

De nombreux pays ont rejoint un processus de « préparation » REDD+, notamment 47 pays qui participent au Fonds de préparation FCPF.

2010

Le Consumer Goods Forum a annoncé une nouvelle initiative pour travailler sur l'abolition de la déforestation dans quatre chaînes logistiques clés (le bœuf, l'huile de palme, le papier et la pulpe et le soja).

2012

Au Sommet de la Terre Rio+20, le Forum et les États-Unis ont annoncé un nouveau partenariat public-privé, appelé « Tropical Forest Alliance 2020 », qui cherche à obtenir l'abolition totale de la déforestation d'ici 2020 et qui s'est aujourd'hui étendu à huit pays, 27 entreprises et 33 ONG.

2014

Lors du Sommet du Secrétaire Général de l'ONU sur le changement climatique, la Déclaration de New York sur les Forêts et son Programme d'action ont mis l'accent sur le rôle important du secteur privé.

2015

Le Programme d'action Lima-Paris a mis en avant la façon dont les partenariats entre le secteur public et le secteur privé peuvent soutenir les Accords de Paris sur le changement climatique. Enfin, en décembre de cette année, lors de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique de Paris, 17 leaders mondiaux ont signé une Déclaration sur les forêts et le changement climatique, qui attribue un rôle important au secteur privé.



Il s'agit d'une approche relativement nouvelle pour développer de façon explicite des programmes de réduction des émissions avec l'implication du secteur privé, pour répondre à la déforestation grâce à un dialogue entre les gouvernements donateurs, les pays forestiers et le secteur privé. La construction de relations peut prendre du temps ; les gouvernements doivent avoir une meilleure compréhension du rôle et de la capacité de mise en œuvre du secteur privé, qui doit, quant à lui, comprendre les avantages de programmes REDD+ gérés par le gouvernement et/ou de réduction des émissions. Cependant, ces partenariats proposent des opportunités prometteuses qui permettent d'utiliser des financements liés au climat, pour lever des investissements privés plus importants, capables de soutenir les objectifs du Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages.

Bien que l'engagement du secteur privé présente de nombreux défis à relever, comme le résume la Section 2, de nombreuses relations de coopératives se développent, dans le cadre des programmes du Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages. La Section 3 comprend ces opportunités émergentes et les façons dont le Fonds pour le financement du climat des forêts et des paysages peut dépasser certaines barrières à la coopération entre le secteur public et le secteur privé. Les fossés restants sont décrits dans la Section 4. Le message global est que l'implication du secteur privé exige des engagements à long-terme et des stratégies uniques, pour répondre aux besoins de chaque pays



Implication du secteur privé : **PRINCIPAUX DÉFIS**

Cette section décrit certains des principaux défis que le Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages a rencontré dans la promotion de l'implication du secteur privé dans les programmes nationaux.

UNE DEMANDE SUFFISANTE. Dans beaucoup d'exemples, le marché des produits durables sans déforestation n'est pas assez fort pour que les avantages des changements des pratiques soient suffisants. Des modèles basés sur les primes peuvent, dans un premier temps, travailler à une amélioration de la demande pour certains produits, principalement pour ceux avec un impact sur la qualité, comme le café et le cacao. Cependant, les primes n'assurent pas nécessairement un effet sur le marché à long-terme pour les producteurs, car, bien souvent, la production dépasse la demande. En outre, en se concentrant sur les primes, les avantages les plus importants pour les producteurs peuvent être masqués, comme les améliorations de la productivité, de la qualité, de la gestion des terres et, à terme, des moyens de subsistance. La demande du marché pour les produits sans déforestation qui sont plus difficiles à distinguer par leur qualité, comme l'huile de palme et le soja, repose sur des accords d'écoulement et d'approvisionnement ; cela peut constituer un modèle pour un soutien à plus long-terme du marché des produits sans déforestation.

Même si le nombre d'engagements d'entreprises¹ pour un approvisionnement durable de certains ou de la totalité de leurs produits ne cesse de croître, certaines unités opérationnelles du pays ne sont pas toujours conscientes des engagements internationaux de leur PDG ou de l'entreprise. C'est pourquoi il y a un fossé très net entre la rhétorique new-yorkaise et londonienne sur les engagements internationaux du secteur privé pour une déforestation zéro et la réalité sur le terrain, notamment en Afrique et en Amérique latine. Dans certains cas, les indicateurs de performance clés des entreprises n'ont pas beaucoup évolué, la rentabilité reste en premier plan, puis viennent la qualité et le prix et enfin, la gestion des risques, qui peut prendre en compte les facteurs de durabilité sociale et environnementale.

INFLUENCER L'ACTIVITÉ PRINCIPALE DES ENTREPRISES. Le changement de comportement implique une modification des opérations de l'activité principale des acheteurs internationaux. Historiquement, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé dans le secteur de l'utilisation des terres se sont développés autour de projets bien définis, souvent en lien avec la responsabilité sociale de l'entreprise, plutôt qu'autour de la coopération sur des politiques gouvernementales ou des programmes qui touchent à l'activité principale des entreprises (par ex. pratiques d'approvisionnement, gestion de la chaîne logistique, décisions d'investissement, gestion des terres, pratiques agricoles). Les entreprises sont plus réticentes à prendre part à ces activités avec des processus gouvernementaux ou des programmes d'assistance au développement officiels. Certaines entreprises tentent de minimiser l'engagement avec le gouvernement, pour se concentrer sur leurs propres opérations. Cependant, les stratégies REDD+ nationales et des programmes de réduction des émissions sont en cours de développement à des échelles nationales ou juridictionnelles et prennent en compte des paysages à usages multiples et l'intégration d'efforts multiples, notamment avec des réformes des politiques, des mesures de sauvegarde, une planification de l'utilisation des terres et une surveillance. Les pays doivent pouvoir trouver le modèle de partenariat adapté et modifier le comportement du secteur privé, notamment en mettant en place des réglementations et des politiques qui fournissent les bons avantages.

Le changement de comportement implique une modification des opérations de l'activité principale des acheteurs internationaux.

¹ Le projet de Changement d'approvisionnement de Forest Trends fait état de 579 engagements publics d'entreprises du monde entier, qui se sont engagées à supprimer la destruction forestière de leurs chaînes logistiques de produits agricoles (huile de palme, produits à base de bois, soja et bétail).

Partenariat entre le Groupe de la Banque Mondiale et Nespresso pour promouvoir le café durable en Éthiopie



En 2016, l'ISFL, avec la Société financière internationale (IFC) du Groupe de la Banque Mondiale, l'entreprise internationale de café Nespresso et l'organisation à but non lucratif TechnoServe ont lancé un projet de collaboration historique, pour aider les cultivateurs de café d'Éthiopie à combattre les effets du changement climatique.



L'ISFL a accordé une bourse de 3 millions de dollars, par le biais de l'IFC, au Nespresso Sustainability Innovation Fund, pour proposer aux cultivateurs de la région éthiopienne d'Oromia (une région de la taille de l'Italie) une formation intensive, sur le terrain, en agronomie et commerciale, en vue d'une production de café durable avancée. L'IFC a également accordé un prêt de 3 millions de dollars à Nespresso, pour le développement de la formation auprès des cultivateurs sur les normes de durabilité et pour l'augmentation de plantations en zones d'ombre dans les fermes de café.



Le but de cette collaboration est de soutenir une production de café adaptée au climat et d'aider à augmenter la productivité d'une production de café de haute qualité à Oromia. Le projet contribuera au programme de l'ISFL Oromia Forested Landscape, qui cherche à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer la gestion durable des forêts dans la région. Il s'agit de la première collaboration avec le secteur privé pour l'ISFL, qui joue un rôle de pionnier dans des projets qui rassemblent les pays et les entreprises, pour adopter de nouvelles méthodes de travail, qui profiteront à la fois aux habitants et à l'environnement.

<p>1</p> <p>Les producteurs locaux et les entreprises locales sont la clé du succès.</p> <p>Il est crucial d'influencer cette partie de la chaîne logistique pour obtenir un changement fructueux des comportements, et cela repose sur l'offre d'incitations avantageuses aux agriculteurs et aux associations d'agriculteurs.</p>	<p>2</p> <p>Créer l'égalité des chances.</p> <p>De nombreuses entreprises sont prêtes à changer leurs pratiques, mais uniquement s'il y a une égalité des chances et que les autres respectent les mêmes normes.</p>	<p>3</p> <p>Offrir la prévisibilité.</p> <p>Les environnements imprévisibles découragent les investissements et décisions à long terme, notamment quand il s'agit de transformer des pratiques non durables en pratiques durables.</p>
<p>4</p> <p>Décalages entre les gouvernements et le secteur privé.</p> <p>La plupart du temps, les institutions publiques et privés ne travaillent pas de la même façon et l'espace de dialogue entre ces acteurs n'est pas suffisamment prédéfini.</p>	<p>5</p> <p>Manque de capacité.</p> <p>La construction de cette capacité, notamment dans les endroits où la production provient de milliers de petits agriculteurs, doit se faire avec patience et dans le cadre d'un engagement d'assistance technique à long-terme.</p>	<p>6</p> <p>Financement disponible.</p> <p>L'échelle de rentabilité du secteur privé dans les industries de produits de base qui favorisent la déforestation est considérablement plus importante que les fonds proposés par le Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages.</p>

LES PRODUCTEURS LOCAUX ET LES ENTREPRISES LOCALES SONT LA CLÉ DU SUCCÈS. La plupart des entreprises locales n'ont pas de lien direct avec les marchés internationaux et n'ont pas eu la même pression que les marques internationales et les entreprises qui font partie de la chaîne logistique des multinationales. Il est pourtant crucial d'influencer cette partie de la chaîne logiciel pour réaliser un changement fructueux des comportements et pour permettre un bon équilibre des avantages aux agriculteurs et aux associations d'agriculteurs (par ex. demande du marché, accès aux financements) et des outils (par ex. formation).

CRÉER L'ÉGALITÉ DES CHANCES. De nombreuses entreprises sont prêtes à changer leurs pratiques, uniquement s'il y a une égalité des chances et que les autres respectent les mêmes normes. Les gouvernements peuvent être sceptiques à l'idée d'adopter des systèmes réglementaires, ou même de mettre en œuvre des politiques des meilleures pratiques, par peur que les acheteurs internationaux ne partent investir dans d'autres pays. Se pose également le problème des différentes normes, parfois en conflit les unes avec les autres, pour une production durable, qui peuvent s'avérer difficiles à comprendre pour les entreprises. L'application des politiques existantes restent un défi critique dans bien des pays, puisque les chaînes logistiques font souvent preuve d'un manque de traçabilité, pourtant essentiel à l'égalité des chances.

ÉTABLIR UNE PRÉVISIBILITÉ. Les environnements imprévisibles découragent les investissements et décisions à long-terme, notamment quand il s'agit de transformer des pratiques non durables en pratiques durables. Par exemple, une productivité en déclin nécessite souvent une replantation, ce qui apporte des gains sur le long-terme mais engendre des coûts, à court terme. De même, le secteur privé considère les gouvernements et leurs processus de prise de décision, souvent longs et contraignants, imprévisibles.

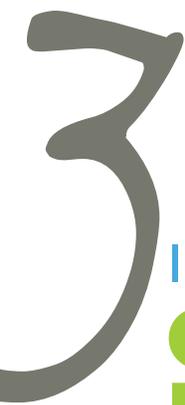
DÉCALAGES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ET LE SECTEUR PRIVÉ. Les agences gouvernementales qui dirigent les programmes de réduction des émissions n'ont souvent pas d'expérience ou de relation avec les acteurs clés du secteur privé. La plupart du temps, les institutions publiques et privés ne travaillent pas de la même façon et l'espace de dialogue entre ces acteurs n'est pas suffisamment prédéfini. **La communication représente la première barrière, cependant, d'autres incongruités font obstacle et sont résumées dans la liste ci-dessous.**

- **Fonctionnement sur différentes échelles temporelles.** Les gouvernements ont tendance à fonctionner volontairement plus lentement, alors que le secteur privé peut être plus flexible sur le processus de prise de décision, tout en respectant le calendrier. Le secteur privé peut avoir des difficultés à s'adapter aux gouvernements et aux échéances (tant sur la longueur que le manque de rigueur) qui permettent le déblocage des assistances de développement officielles.
- **Manque de confiance.** Dans certains cas, les gouvernements peuvent être sceptiques quant au secteur privé en règle générale et, plus particulièrement quant aux grandes entreprises et aux multinationales. Au-delà de l'exploitation forestière, les sylviculteurs ont souvent du mal à comprendre le rôle du secteur privé et peuvent avoir l'impression d'être en concurrence avec des entreprises pour apporter des avantages aux communautés. Les gouvernements craignent également de perdre le contrôle d'un secteur. Dans le même temps, les entreprises locales peuvent hésiter à s'engager avec le gouvernement suite à une précédente expérience.
- **Silos.** L'engagement gouvernemental auprès des programmes REDD+ et paysagers peut être limité aux ministères de l'environnement et ne pas inclure d'autres ministères (comme le ministère des finances ou de l'agriculture), qui peuvent être plus à l'aise pour traiter avec un secteur privé plus large, impliqué dans le secteur de l'utilisation des terres.
- **Différenciation des intérêts et des responsabilités.** Les gouvernements doivent être réactifs pour les concitoyens et prendre en compte les intérêts des potentielles communautés affectées, qui sont souvent divisées sur la façon dont elles souhaitent gérer les forêts, ainsi que sur le plan d'un paysage plus large. Cela peut exiger de longs dialogues entre les différents acteurs, qui peuvent être perçus comme un risque croissant par le secteur privé. Au contraire, le secteur privé doit être réactif quant à son Conseil d'administration et à ses actionnaires, dont le but principal est bien souvent la rentabilité et la sécurité de l'approvisionnement.

MANQUE DE CAPACITÉ. Le changement de pratiques nécessite une augmentation de la capacité humaine. Beaucoup de pays souffrent de pénuries de variétés de capacité, qui entraînent, par exemple, une faible productivité ou une résistance aux changements de pratiques, en place depuis des générations. La construction de cette capacité, notamment dans les endroits où la production provient de milliers de petits agriculteurs, doit se faire avec patience et dans le cadre d'un engagement d'assistance technique à long-terme.

FINANCEMENT DISPONIBLE. L'échelle de rentabilité du secteur privé sur les industries de produits qui favorisent la déforestation est considérablement plus importante que les fonds proposés par le Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages. Par exemple, au Ghana, le cacao représente une industrie de 2 milliards de dollars et les exportations de café éthiopien atteignent 900 millions de dollars par an. Il faut donc convaincre les entreprises que la participation à un programme de réduction des émissions va dans leur intérêt. Elles doivent également être sûres que les fonds disponibles entraîneront d'autres fonds, politiques ou un approvisionnement plus durable d'un produit particulier qui leur profitera sur le long-terme.

Les agences gouvernementales qui dirigent les programmes de réduction des émissions n'ont souvent pas d'expérience ou de relation avec les acteurs clés du secteur privé.



Implication du secteur privé :

OPPORTUNITÉS EMERGENTES

Malgré les défis énoncés ci-dessus, un grand nombre d'opportunités de partenariats avec le secteur privé sont en train d'émerger (voir Tableau 1). Les entreprises de consommation internationales, ainsi que les acteurs commerciaux et producteurs internationaux subissent une pression pour améliorer leur durabilité. Ils reconnaissent également de plus en plus qu'un approvisionnement garanti dépend d'une amélioration de la productivité, qui, dans bien des pays, est basse ou en déclin, en raison d'une mauvaise gestion environnementale ou de plantations vieillissantes. Dans le même temps, les entreprises multinationales sont en compétition avec des entreprises plus petites, souvent locales, qui ne subissent pas la même pression et qui, par conséquent, voient un intérêt grandissant dans une collaboration avec les gouvernements et les ONG, pour un « nivellement par le bas » pour créer une égalité des chances.

D'autres domaines, dans lesquels le secteur privé reconnaît les avantages d'une participation à un programme de réduction des émissions, comprennent quand le programme :

- Fournit un accès aux agriculteurs et augmente la fidélité ;
- Aide à régler les coûts initiaux de l'amélioration de la productivité et de l'augmentation de la résilience des fermes, par exemple en apportant une assistance technique et une assistance pour les programmes d'agrandissement des fermes, en sécurisant le revenu des agriculteurs grâce à des plans d'assurance et l'amélioration des techniques et des contributions, par le biais de recherches et de développements ;
- Partage les risques, par exemple en aidant les agriculteurs à souscrire des prêts, ou en leur en proposant (ils sont nombreux à ne pas avoir de garanties et à présenter des risques élevés) pour acheter des apports, comme de l'engrais ;
- Propose des avantages de réputation positive ;
- Inclut le secteur privé dans les paiements pour les résultats réalisés grâce à l'adoption de pratiques plus durables ;
- Présente des réponses à des problèmes de politique nationale dans leur intérêt, comme : une collaboration et une coordination institutionnelles améliorées (par ex. prestation de service gouvernementale) ; meilleure gouvernance ; participation de la communauté accrue ; et réformes de politiques (par ex., plus de clarté sur les problèmes de régime foncier et forestier).

Le Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages profite de ces opportunités et implique le secteur privé de différentes façons, par différents points d'accès, comme résumé ci-après.

Encourager les pays du Fonds pour le financement du climat des forêts et des paysages à impliquer les acteurs du secteur privé au plus tôt dans le processus de conception des Propositions de préparation REDD+ et des Programmes de réduction des émissions. Si une conversation est lancée tôt dans la phase de conception, il sera plus facile d'établir une confiance mutuelle entre le gouvernement et le secteur privé, d'avoir l'ambition d'aller au-delà des pratiques déjà adoptées et de surmonter les inévitables décalages décrits dans la Section 2. Par exemple, la Commission forestière du Ghana a travaillé avec le Conseil du cacao depuis le début de son processus de préparation REDD+ et c'est ensemble qu'ils conçoivent un programme de réduction des émissions (le programme « Cocoa Forest Mosaic Landscape » du Ghana). De même, la Note d'idée du

Si une conversation est lancée tôt dans la phase de conception, il sera plus facile d'établir une confiance mutuelle entre le gouvernement et le secteur privé, d'avoir l'ambition d'aller au-delà des pratiques déjà adoptées et de surmonter les inévitables décalages.

Opportunités émergentes



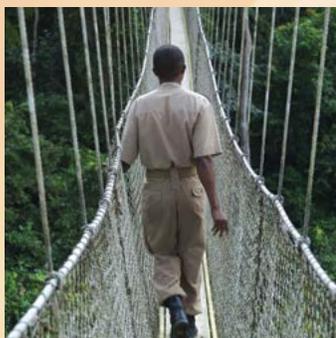
programme de réduction des émissions de Côte d'Ivoire et le projet de Document de programme de réduction des émissions de la République du Congo (tous deux soumis au Fonds Carbone du FCPF) suggèrent que le secteur privé va avoir un rôle capital à jouer dans la conception et la mise en place des futurs programmes de réduction des émissions.

S'engager directement avec des entreprises qui ont récemment fait des déclarations de « zéro déforestation ». Pour aligner les déclarations des grandes entreprises et les opérations sur le terrain, la Banque s'adresse aux entreprises pour les encourager les unités durables à travailler en plus étroite collaboration avec les opérations des pays du Fonds pour le financement du climat des forêts et des paysages. Le but est de trouver des façons de faire converger leurs opérations avec des programmes de réduction des émissions émergents.

Travailler sur des projets existants ou en cours réalisés par des entreprises ou des ONG pour des programmes de réduction des émissions. Au lieu de partir de rien, le Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages cherche des solutions pour soutenir et développer le travail réalisé par les champions de l'agriculture durable et pour travailler sur des capacités et des connaissances existantes (voir Tableau 1).

Transfert des risques et déblocage de fonds. La productivité des agricultures dans les pays ISFL représente une fraction de la productivité des pays développés. Les opérations agricoles sont généralement laborieuses et pauvres en capitaux. C'est pourquoi il est possible d'augmenter les revenus des agriculteurs et la production alimentaire sans pour autant avoir recours à la déforestation de nouvelles zones. Cela peut être réalisé en donnant aux agriculteurs un meilleur accès à la connaissance et à de meilleurs produits. Ils ont à leur tour besoin de capitaux et de financements à des taux raisonnables, mais les institutions financières considèrent souvent l'agriculture comme une entreprise risquée. Le programme ISFL envisage des options passant par des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, pour aider à réduire les risques pour les agriculteurs et débloquer des financements pour améliorer la productivité.

Lancement du rapport de la Banque Mondiale sur le Cacao sans déforestation



En mai 2017, le Groupe de la Banque Mondiale, la World Cocoa Foundation et Climate Focus, ont publié un rapport (financé par l'ISFL), qui présentait un premier ensemble de principes pour arriver à une production de cacao durable et sans déforestation. L'étude, *Eliminating Deforestation from the Cocoa Supply Chain* (Élimination de la déforestation dans la chaîne logistique du cacao) applique le cadre d'évaluation de la Déclaration de New-York sur les forêts au secteur du cacao et analyse les projets de durabilité actuels, les normes et les meilleures pratiques, pour réaliser un cas d'études et avancer dans les modèles de production de cacao sans déforestation.

Le rapport souligne que 63 % des producteurs de cacao ont déjà pris des engagements en lien avec la déforestation. Tout cela est mis en œuvre pour répondre à une productivité en déclin, à une dégradation de l'environnement, à un empiètement des forêts et aux problèmes stratégiques et opérationnels en termes de sécurité de l'approvisionnement en cacao sur le long-terme. Une demande croissante de l'UE et des États-Unis pour des produits issus de productions durables incite également les entreprises de cacao à prendre des engagements contre la déforestation.

Les résultats, principes et stratégies énoncés dans le rapport seront transmis à la Cocoa and Forests Initiative, grâce au partenariat du Groupe de la Banque Mondiale avec la World Cocoa Foundation et l'IDH Sustainable Trade Initiative. Pendant l'année 2017, le FCPF et l'ISFL contribueront à l'initiative, qui soutiendra 12 producteurs leaders de cacao, pour le développement d'un cadre d'action entre le secteur public et le secteur à l'internationale, pour répondre à la déforestation. Ce cadre sera présenté à la Conférence des Nations Unies sur le Changement climatique de Bonn, Allemagne, en novembre 2017.

Établir de nouveaux partenariats. Rassembler les leaders du secteur privé et du secteur public pour discuter, identifier et surmonter ensemble les défis qui ont un impact sur la production durable de produits est une bonne façon d'encourager l'engagement. L'expérience a prouvé qu'il est souvent plus efficace de convoquer les partenaires du secteur privé et des ONG selon les produits et la localisation géographique et que les économies d'échelle peuvent être réalisées dans des industries qui mènent une action conjointe, particulièrement pour la surveillance. En décembre 2016, l'ISFL a organisé un atelier pour explorer la possibilité d'établir des mécanismes d'industrie communs pour la conservation sur toute l'Amérique latine. Les participants de cette discussion comprenaient : Archer Daniels Midland, Bunge, Louis Dreyfus Commodities, Carrefour Brazil et McDonalds, ainsi que The Forest Trust, National Wildlife Federation, Union of Concerned Scientists, The Nature Conservancy et Rainforest Alliance.

Cela a également été très bénéfique pour les partenariats établis sur des plateformes existantes. Par exemple, le Fonds pour le financement du climat des forêts et des paysages se construit sur le modèle de l'initiative de l'huile de palme africaine de la Tropical Forest Alliance 2020, qui cherche une solution pour la transition du secteur de l'huile de palme en Afrique de l'ouest vers un moteur durable de développement sur le long terme et faible en carbone dans la région. La Côte d'Ivoire et le Ghana participent à cette initiative et cherchent à intégrer de nouveaux principes de production durable à leurs programmes REDD+ et de réduction des émissions.

Rassembler les leaders du secteur privé et du secteur public pour discuter, identifier et surmonter ensemble les défis qui ont un impact sur la production durable de produits est une bonne façon d'encourager l'engagement.

Utiliser les instruments du Groupe de la Banque Mondiale, notamment ceux de la Société financière internationale (IFC). L'IFC dispose d'une grande expérience et fait état de nombreuses réussites en matière de partenariats avec le secteur privé. Ils ont aidé des pays à produire des produits avec une valeur ajoutée plus importante, à augmenter la productivité et la capacité de production, à développer les marchés des petites exploitations et à apporter de l'emploi dans les communautés rurales. Par exemple, l'ISFL est actuellement en partenariat avec l'IFC, pour envisager des projets dans tous les pays du programme. Par exemple, en Éthiopie, IFC et Nespresso, en partenariat avec l'ISFL, aident les cultivateurs de café à obtenir une assistance technique, visant à améliorer les pratiques agricoles et à stimuler la productivité et la qualité, de manière durable et adaptée au climat (voir Encadré 1). D'autres partenariats avec l'IFC sont explorés dans d'autres pays du Fonds pour le financement du climat des forêts et des paysages.

Tableau 1 : Progression de l'engagement du secteur privé dans les pays impliqués dans le Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages.

BURKINA FASO :

Beurre de karité

Le gouvernement travaille avec un consortium d'entreprises locales et internationales, dans le cadre d'un accord de partenariat entre le secteur public et le secteur privé, pour collaborer sur un beurre de karité sans déforestation.

CAMEROUN :

Des discussions préliminaires sont en cours, pour développer le programme IFC/Cargill, consacré à la formation des cultivateurs de cacao. En outre, plusieurs entreprises du secteur privé avec des filiales dans la zone du programme de réduction des émissions du pays ont accepté de participer activement au développement du programme et ont montré leur intérêt pour d'éventuels partenariats sur des produits spécifiques.

CÔTE D'IVOIRE :

Cacao

Mondelēz et ses fournisseurs (Cargill, Cemoi) ont exprimé leur engagement dans les programmes de réduction des émissions de Côte d'Ivoire. Le programme se basera sur le programme Cocoa Life de Mondelēz en Côte d'Ivoire. Le gouvernement cherche avec Mondelēz comment mettre en place une agriculture sans déforestation, avec un système de surveillance et de vérification.

GHANA :

Cacao

La Commission forestière du gouvernement et le Conseil national du cacao travaillent en partenariat, pour trouver des opportunités avec des entreprises (par ex., OLAM, Mondelēz Touton), pour promouvoir ensemble des pratiques de culture du cacao adaptées au climat, l'agroforesterie et des approches communautaires visant à augmenter la productivité en cacao et répondre à la demande internationale en plein boom de la demande de l'industrie pour des chaînes logistiques durables du cacao. Le programme, soutenu par le FCPF, fait participer les instances nationales, comme la Ghana Cocoa Platform (dirigée par le Conseil du cacao) et le groupe de travail Climate-Smart Cocoa, pour atteindre un engagement plus important du secteur privé. Il y a un dialogue actif entre les partenaires et la World Cocoa Foundation, pour promouvoir un cacao sans déforestation et adapté au climat. Le programme de réduction des émissions du Ghana sera établi et profitera d'activités du secteur privé, financées par le Forest Investment Program, notamment le cacao adapté au climat et le développement commercial des plantations, en partenariat avec l'IFC.

RÉPUBLIQUE DU CONGO :

Bois et cacao

CIB-OLAM a été partenaire (notamment en termes de financement) du développement de la Note d'idée du Programme de réduction des émissions du pays auprès du Fonds Carbone du FCPF. CIB-OLAM a été en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Économie Forestière et du Développement Durable pour réhabiliter le marché du cacao en tirant parti de la position stratégique sur le marché d'OLAM dans le secteur du cacao à l'échelle mondiale. Les activités comprennent l'intensification de la production de cacao cultivé à l'ombre dans des forêts dégradées, pour éviter la pratique de cultures sur brûlis dans la forêt primaire. BioCF-ISFL

COLOMBIE :

Foresterie, bétail et autres produits agricoles

La Colombie recevra une assistance technique pour évaluer les opportunités de financement privé pour les investissements adaptés au climat. En outre, l'ISFL explore avec l'IFC de possibles investissements et des engagements de conseil d'entreprises qui travaillent ou qui cherchent à travailler dans la zone du programme et qui développent des chaînes logistiques sans déforestation. À ce stade, les trois secteurs d'engagement potentiels sont : la foresterie (y compris REDD+, la reforestation commerciale et l'huile de palme) ; l'élevage de bétail (viande et produits laitiers) et l'agroalimentaire (soja, sucre et maïs). Un dialogue de haut niveau entre le secteur privé et le secteur public a eu lieu en septembre 2016, pour parler des meilleurs points d'accès pour des chaînes logistiques durables et un développement pauvre en carbone dans la zone du programme ISFL (région d'Orinoquia).

ÉTHIOPIE :

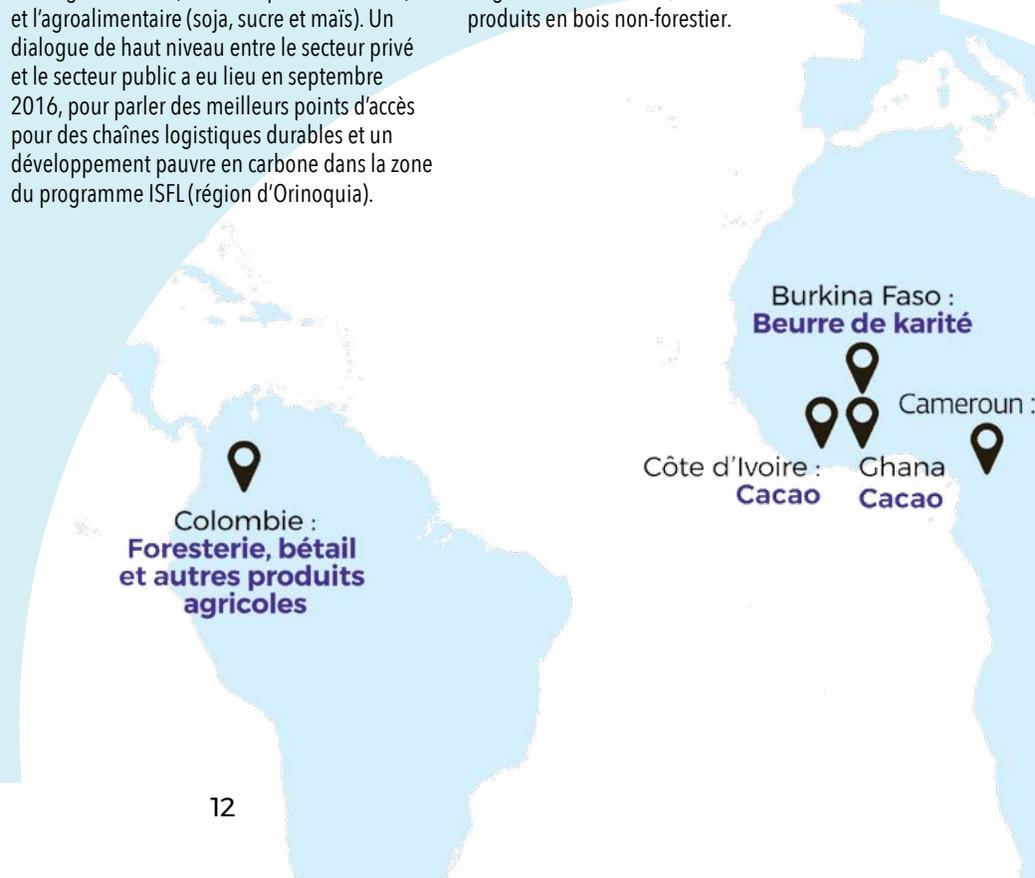
Café

L'Éthiopie et ses partenaires soutiennent le développement d'une chaîne de valeur climatiquement neutre, dans le cadre du Programme Oromia Forested Landscape. L'ISFL a été en partenariat avec IFC et Nespresso pour aider les cultivateurs de café d'Oromia à adopter de meilleures techniques de management et d'agronomie, ce qui permettra de réduire les émissions de carbone. Le projet touchera 40 000 cultivateurs de café et 200 installations de concassage (voir Encadré 1).

ZAMBIE :

Coton et autres produits agricoles

Des discussions ont été entamées avec plusieurs entreprises de coton, pour créer un partenariat collectif, en vue de la production de coton sans déforestation, dans le cadre de la certification COMPACI. Le Fonds BioCarbon de la Banque a sponsorisé une étude technique du secteur du coton, afin de comprendre comment atteindre les objectifs de coton sans déforestation, et de savoir quelles activités opérationnelles et politiques d'entreprises devront être soutenues. Cette étude est terminée et est à présent la base de l'implication des entreprises de coton et d'autres entreprises agroalimentaires. Par ailleurs, plusieurs partenariats sont actuellement évoqués avec d'autres entités du secteur privé, pour favoriser des opportunités d'agriculture raisonnée, d'éco-tourisme et de produits en bois non-forestier.



4

DES PARTENARIATS POUR AVANCER

La Déclaration de New-York sur les forêts visait à diviser par deux le taux de disparition forestière naturelle d'ici 2020 et cherchait à les éradiquer d'ici 2030. Depuis son lancement en 2014, 36 gouvernements nationaux, 20 gouvernements infranationaux, 53 entreprises et 70 populations autochtones et organisations de société civile ont approuvé la déclaration. Le Groupe de la Banque Mondiale la soutient également et établira des partenariats avec les signataires, pour former des coalitions et profiter des forces comparatives de chaque organisation, pour mener à bien les engagements collectifs de la déclaration.

Les objectifs ambitieux de la Déclaration de New-York sur les forêts ne pourront être remplis que si toutes les parties parviennent à aligner leurs efforts et à les mettre à l'échelle. Alors que, dans de nombreux pays du Fonds de la Banque Mondiale pour le financement du climat des forêts et des paysages, des partenariats émergents se forment avec des acteurs du secteur privé, il reste bien des défis, qui ne peuvent être surmontés que si chacun remplit son rôle.

- Les entreprises doivent être tenues responsables de leurs déclarations et traduire ces engagements en actions. Certaines entreprises semblent ne pas avoir conscience de l'urgence qu'il y a à remplir leurs objectifs 2020. Certaines travaillent à des réponses à ces défis, mais il reste une distance conséquente entre les déclarations et les opérations sur le terrain.
- La demande pour les produits durables doit venir des pays consommateurs, d'abord des pays développés, mais les économies émergentes et les marchés des pays en développement ont des rythmes de croissance élevés et sont de plus en plus importants pour « influencer le marché ».
- Les efforts pour rehausser la barre sur une région ou un pays entier sont utiles pour augmenter l'engagement des entreprises en termes de produits « plus verts ». Des initiatives comme l'initiative Palm Oil Africa de la Tropical Forest Alliance 2020 doivent être soutenues sur le plan financier, technique et diplomatique.
- Certains pays n'ont toujours pas de champion de haut niveau. Les gouvernements donateurs peuvent jouer un rôle plus actif, en engageant des officiers de haut niveau avant de s'engager au financement, et en utilisant les voies diplomatiques pour envoyer des messages cohérents sur l'importance des programmes de réduction des émissions et sur l'implication du secteur privé. Les entreprises peuvent également être encouragées à jouer un rôle plus actif dans la création de cadres convenus dans les pays, pour clarifier les responsabilités et les actions collectives entre plusieurs acteurs.
- Des politiques de soutien doivent être actées dans plusieurs pays, mais un manque de ressources et de politiques empêchera leur implantation. Le soutien à leur mise en œuvre doit passer à une plus grande échelle.



Le changement du status quo (qui correspond, dans la plupart des pays, à un manque de coopération entre le gouvernement et le secteur privé) nécessite que des « précurseurs » acceptent de prendre des risques. Cela inclut des parties à tous les niveaux, notamment des gouvernements donateurs et de pays forestiers, des agences multilatérales et des partenaires d'implantation, des entreprises et des agriculteurs. Cela nécessite aussi plusieurs acteurs principaux, ayant l'accès et la capacité de négocier des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, pour stimuler le processus d'alignement opérationnel. Dans la plupart des cas, cela exige des intérêts élevés et des achats de la part des gouvernements et des entreprises.

La transformation ne sera pas instantanée, particulièrement quand les changements nécessitent une action collective entre des acteurs aux intérêts divergents, des modifications comportementales chez différents acteurs, des grandes entreprises aux petits agriculteurs. Cependant, les partenariats émergents et la coopération croissante entre les gouvernements et le secteur privé représentent un espoir pour le futur des programmes de réduction des émissions.

Les partenariats émergents et la coopération croissante entre les gouvernements et le secteur privé représentent un espoir pour le futur des programmes de réduction des émissions.



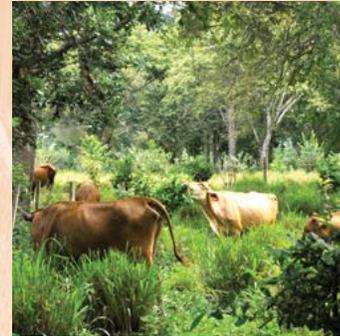
Allier approvisionnement des produits et protection de la forêt : Les Produits - Approche juridictionnelle



En 2016, le Groupe de la Banque Mondiale a rejoint un groupe d'experts internationaux d'entreprises, d'ONG et de gouvernements, pour développer une nouvelle approche, pour des produits de façon durable. Le projet vise à proposer aux entreprises des options simples et efficaces pour s'approvisionner en ingrédients et produits auprès de producteurs qui peuvent attester de leur adhérence à l'ensemble des normes climatiques, environnementales et sociales.



Pour cela, des programmes nationaux et infranationaux (par juridiction) sont évalués par des experts indépendants, à des fins de cohérence avec un ensemble de critères établis par les entreprises d'approvisionnement. Au lieu de créer une nouvelle norme ou une nouvelle certification, cette approche cherche à aider les entreprises à distiller et à concrétiser les éléments importants des normes et directives internationales existantes. Le but est d'étendre les avantages pour les chaînes logistiques internationales en faveur de la conservation des forêts. En respectant cette approche, les pays peuvent protéger leur précieux patrimoine forestier et réduire les émissions, tandis que les entreprises peuvent garantir l'intégrité de leurs chaînes logistiques.



Les participants de ce groupe de travail pour cette initiative comprennent des experts de différentes organisations, comme : Cargill, Climate Community & Biodiversity Alliance, Colombia, Conservation International, Consumer Goods Forum, Earth Innovation Institute, Forest Carbon Partnership Facility, IDH Sustainable Trade, Indonesia, International Finance Corporation, Allemagne, Liberia, Marks & Spencer, McDonalds, Meridian Institute, Mondelez, Norvège, Olam, Pérou, Proforest, The Prince's Charities International Sustainability Unit, Tropical Forest Alliance 2020, Unilever, Royaume-Uni, Programme des Nations Unies pour l'environnement, États-Unis, Verified Carbon Standard, et World Wildlife Fund.

REMERCIEMENTS :

Nous tenons à remercier les collègues suivants qui ont joué le rôle de relecteurs de ce rapport : Ahmad Slaibi, Bruce Wise, Christopher Brett, Daan Wensing, Dora N. Cudjoe, Elizabeth Price, Glenn Hurowitz.

CRÉDITS PHOTO :

Couverture : Andre Aquino, Katie O’Gara, Franka Braun
Page 3 : Flore de Preneuf
Page 5 : Katie O’Gara
Page 10 : Banque Mondiale/Jonathan Ernst ;
CAD Productions/Laura Otalora ; Katie O’Gara
Page 14 : Andre Aquino
Page 15 : Katie O’Gara, Jessica Belmont, Franka Braun

Forests and Landscapes Climate Finance

Climate Change Group

Phone: +1 (202) 473-7324

1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA

www.forestcarbonpartnership.org/

www.biocarbonfund-isfl.org/



BioCarbon Fund
Initiative for Sustainable Forest Landscapes

